

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES YVELINES
DIRECTION LOGISTIQUE ET INFORMATIQUE
92, AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES**

**MISE EN RELATION ET GESTION DE COMMANDES TRAITEUR
POUR LA CPAM DES YVELINES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

CONSULTATION N° 2025.78.2.2.1.011.00.00.00

Etabli en application du Code de la Commande Publique, en application de l'Article L.2124-2 de ce dernier et de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale.












**LA PROCEDURE DE CONSULTATION UTILISEE EST UNE PROCEDURE D'APPEL
D'OFFRES OUVERT EN APPLICATION DES ARTICLES L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-1 ET
SUIVANTS DU CODE PRÉCITÉ**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières comporte de 18 feuillets,
Numérotés de 1 à 18 et deux annexes









SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	4
2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
4. LES CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU MARCHÉ.....	7
5. LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
6. VÉRIFICATION DES PRESTATIONS.....	7
7. LES OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
8. LES PRIX	9
9. PAIEMENT, ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURATION	10
10. LES PÉNALITÉS	12
11. SOUS-TRAITANCE	13
12. DROIT, LANGUE ET MONNAIE	13
13. ÉLECTION DE DOMICILE	14
14. LEGISLATION FISCALE ET SOCIALE.....	14
15. RÉSILIATION	14
16. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	15
17. ATTRIBUTION DE JURIDICTION.....	15
18. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	16
ANNEXE 1 DU CCAP LIVRET DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.....	17
ANNEXE 2 DU CCAP CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	18

ÉLÉMENTS CLÉS DU MARCHÉ

	Objet du contrat	MISE EN RELATION ET GESTION DE COMMANDES TRAITEUR POUR LA CPAM DES YVELINES
	Acheteur	Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines
	Type de procédure	Appel d'offre ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre mono-attributaire à bon de commande
	Structure	Marché non alloti
	Lieu d'exécution	Tous les sites de la CPAM des Yvelines
	Délai	48 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	Prévues dans le CCAP
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Unitaire

1. DÉFINITIONS

	CCTP	Le CCTP , ou Cahier des Clauses Techniques Particulières, est le document contractuel qui contient toutes les clauses et dispositions techniques relatives à un marché public déterminé. Ces clauses et dispositions techniques déterminent l'ensemble des besoins à satisfaire par le potentiel candidat. Ce document, complété par le CCAP, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	CCAP	Le CCAP , ou Cahier des Clauses Administratives Particulières, est le document contractuel regroupant l'ensemble des stipulations d'ordre juridique et financière régissant l'exécution du marché, telles que les conditions de règlement et de financement, les éventuelles garanties, les conditions de livraison, les pénalités, les délais d'exécution, les modalités de vérifications, etc. Ce document, complété par le CCTP, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	AE	L' AE , ou Acte d'Engagement, est le document juridique qui formalise l'engagement du titulaire à exécuter les prestations décrites dans le marché, en accord avec sa proposition technique et financière. Ce document, complété par le CCTP, le CCAP et le BPU, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	BPU	Le BPU , ou Bordereau des Prix Unitaires, est principalement utilisé dans les marchés à bons de commande et liste les prix unitaires relatifs à chaque produit ou élément d'ouvrage prévu par le CCTP. Etroitement lié au détail quantitatif estimatif (DQE) il fait partie des documents de la consultation et lorsqu'il est complété il fait partie de l'offre technique et financière dans un marché public utilisée dans l'évaluation des offres.
	CRT	Le CRT , ou Cadre de Réponse Technique, est un questionnaire destiné à faciliter la rédaction de l'offre technique par les entreprises qui souhaitent répondre au marché en balisant les réponses à apporter selon une trame. Ce document facilite également l'analyse technique par l'acheteur vu que les opérateurs économiques vont répondre selon le même ordre.
	Acheteur	L' acheteur , désigné le pouvoir adjudicateur, est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté. Pour éviter les répétitions, les termes « acheteur », « pouvoir adjudicateur » et « organisme » sont synonymes et seront utilisés dans le présent marché.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au marché qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme « prestation » vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2-1 Les parties contractantes :

- Le pouvoir adjudicateur :

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines, représenté par Cécile ALOMAR Madame la Directrice Générale.

Adresse et coordonnées :

CPAM des Yvelines
Secteur Assurances et Marchés
92 Avenue de Paris
78000 Versailles
Téléphone : 01 39 20 33 19

Courriel : sam.marches.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

Dès la notification du contrat, le pouvoir adjudicateur désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques pourront être habilitées à représenter le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

- L'entreprise titulaire :

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire sera mentionné et nommé dans l'acte d'engagement.

2-2 Objet du marché :

Le présent marché a pour objet la mise à disposition d'une plateforme de commerce électronique, dénommée Marketplace, accessible via internet.

Cette plateforme facilitera la mise en relation entre la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) des Yvelines et des prestataires artisanaux spécialisés dans la restauration traiteur.

L'objectif est de promouvoir, diffuser et commercialiser des produits et services liés à la restauration traiteur, en privilégiant une diversité de produits alimentaires répondant aux besoins de l'Organisme.

Les services proposés sur la plateforme devront exclusivement concerner des prestations artisanales de traiteur, telles que l'organisation de buffets, la fourniture de petits fours, de petits déjeuners d'accueil, ainsi que de plateaux-repas hors convention du personnel.

En outre, la plateforme pourra inclure la mise à disposition de mobilier, de matériel, ou, le cas échéant, le personnel de service nécessaire à la réalisation de ces prestations.

2-3 Nature du marché :

La présente consultation est un marché de services, passé en application des dispositions des Articles L. 2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

2-4 Allotissement et variantes :

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

2-5 Appel d'offre ouvert :

La procédure de passation est celle de l'appel d'offre ouvert en application des Articles L 2124-2 et R 2124-2, R 2161-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

2-6 Accord cadre mono-attributaire :

Conformément aux dispositions des Articles R 2162-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bon de commande fixant l'ensemble des stipulations contractuelles.

Ces prestations s'exécutent au fur et à mesure des besoins de l'Organisme via la plateforme numérique du client par l'élaboration d'un devis qui devra être signé et renvoyé au prestataire avant toute exécution de prestation et ce jusqu'au dernier jour de validité du marché.

L'accord-cadre ne stipule pas de montant minimum. En revanche, il établit un montant maximum de 300 000 euros hors taxes, correspondant aux crédits budgétaires attribués par le pouvoir adjudicateur pour ce marché, qui sera réparti sur la totalité de la durée de celui-ci, soit 48 mois.

La CPAM des Yvelines précise que les montants mentionnés ci-dessus n'engagent pas contractuellement l'Organisme.

2-7 Durée et effet du marché :

Le présent marché **prendra effet le 22/11/2025** pour une durée initiale de 12 mois et pourra être reconduit tacitement 3 fois au maximum, soit pour une durée totale maximum de 48 mois.

Le marché **se terminera le 21/11/2029.**

En cas de non reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur notifiera au Titulaire sa décision, deux mois avant la fin de la période en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les notifications du marché et des informations seront valablement réalisées par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception, qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de notification.

2-8 Nantissement – Cession de créances :

A la demande du Titulaire, l'Organisme remettra une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention « *copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remis à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis conformément à la loi n°81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises* ».

2-9 Modification du marché :

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le marché en cours selon les dispositions des Articles R. 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

La modification du marché entraînera l'élaboration d'un avenant en plus ou moins-value au regard des besoins de l'Organisme.

3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissant :

3-1 Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CPAM 78 fait seul foi,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CPAM 78 fait seul foi,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CPAM 78 fait seul foi,
- Le cadre de réponse à compléter pour la remise des offres (CRT),
- Le catalogue de prix avec l'application de la réduction,
- Les devis,

3-2 Pièces générales :

- Le Code de la Commande Publique,
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G.F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le décret n°92-158 du 20 février 1992 relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure,
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché,
- Les normes françaises AFNOR et européennes homologuées ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France,

- Le code du travail.

Aucune des réserves qui seraient apportées aux pièces désignées ci-dessus ne seront admises. Toute clause portée dans la documentation du Titulaire et contraire aux stipulations ou dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, le Titulaire devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité.

4. LES CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU MARCHÉ

4-1 Modalités d'exécution :

Le Titulaire assure les prestations décrites au CCTP.

L'ensemble des prestations effectuées par le Titulaire devra être assuré conformément à la réglementation en vigueur.

Les prestations se dérouleront également durant les mois de juillet et août. Le Titulaire s'engage donc à poursuivre les prestations sans interruption. En cas de jour férié ou de fermeture exceptionnelle de l'Organisme, le prestataire s'engage à effectuer le ramassage le jour ouvré suivant, hors samedi et dimanche.

Le Titulaire du marché s'engage à exécuter les prestations :

- En se soumettant sans exception ni restriction aux stipulations du présent CCAP et du CCTP,
- En respectant les prescriptions légales et réglementaires du droit du travail et assurant la charge et l'exécution des obligations imposées par les lois sociales et fiscales.
- En respectant les engagements et les prix qu'il aura accepté après la signature de l'acte d'engagement et du BPU.

4-2 Exclusivité :

Le titulaire détient l'exclusivité pour répondre aux besoins de l'acheteur en ce qui concerne les prestations mentionnées dans le précédent marché, à l'exception des petits déjeuner, des boissons, de l'installation du mobilier et des prestations de restaurations pour les conventions relatives au personnel.

5. LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations pourront être réalisées sur l'ensemble des quatre sites de la CPAM des Yvelines mentionnés à l'annexe 1 du CCTP. Le prestataire devra inclure dans le BPU un prix unitaire pour la livraison des produits, en fonction du site concerné et du montant de chaque commande. La CPAM des Yvelines informe le prestataire que la majorité des livraisons se dérouleront sur le site de Versailles.

Cependant, les Titulaires peuvent être amenés à se déplacer dans les locaux d'autres services de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines qui ne figure pas dans l'annexe 1 du CCTP. Dans ce cas, ce seront les tarifs habituels de livraison prévus par la plateforme du Titulaire qui seront pris en compte.

6. VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la prestation de service. Si aucune remarque n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état et mettre le titulaire en demeure de compléter la quantité dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la commande et la livraison, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la personne en charge de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix et pénalités.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

7. LES OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7-1 La nature de l'obligation du Titulaire :

Le Titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au Titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites dans le présent marché.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au marché ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au marché.

7-2 Assurances :

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

7-3 Rapport annuel :

Le Titulaire est tenu d'envoyer un bilan annuel au plus tard le 15 janvier de chaque année.

Ce document devra contenir les informations suivantes :

- Nombre de commandes (par type et nombre de convives)
- Prix des commandes

La liste des informations mentionnées ci-dessus n'est pas exhaustive et peut évoluer en fonction des intérêts des parties.

À défaut, des pénalités seront appliquées, conformément à l'Article 10 CCAP.

7-4 Devoir de confidentialité :

Le Titulaire s'engage à respecter les annexes 1 et 2 du CCAP dénommées « Livret de sécurité de l'information » et « Contrat de protection des données personnelles ». Ces annexes deviendront contractuelles à la notification du marché.

Par ailleurs, voici les dispositions applicables du CCAG en la matière :

- **Protection des données à caractère personnel**

Les dispositions de l'Article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

- **Obligation de confidentialité**

Les dispositions de l'Article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

- **Mesures de sécurité**

Les dispositions de l'Article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

- **Information des sous-traitants**

Les dispositions de l'Article 5.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

- **Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Les dispositions de l'Article 6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

- **Protection de l'environnement, sécurité et santé**

Les dispositions de l'Article 7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

- **Réparation des dommages**

Les dispositions de l'Article 8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

8. LES PRIX

8-1 Forme des prix :

Conformément à l'article R. 2112-6 du Code de la Commande Publique, le marché est traité à prix unitaire.

8-2 Décomposition du prix :

Les prix seront appliqués aux prestations et quantités réellement exécutées.

Les prix sont établis hors TVA.

Les prix indiqués dans les bordereaux des prix unitaires et dans le catalogue du Titulaire sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la livraison des contenants, la main-d'œuvre, le stockage, les frais d'assurances et d'accidents et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement de la prestation.

8-3 Prix initial :

Les prix initiaux du présent marché sont indiqués dans le catalogues des prix du titulaire, ainsi que dans les bordereaux des prix unitaires annexés à l'acte d'engagement.

Il sera impossible pour le Titulaire de demander une réévaluation des prix indiqué dans le bordereau des prix unitaires la première année du marché au risque de compromettre l'égalité de traitement des candidats durant la phase de sélection des offres.

8-4 Révision de prix :

Le prix du marché est ferme la première année. Dans l'hypothèse d'une reconduction du marché, les prix seront révisibles annuellement à la date d'anniversaire. Pour rappel, la date d'anniversaire est le 22 novembre de chaque année.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au trimestre T0 par dérogation à l'article 10 du CCAG/FCS. Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du premier trimestre de l'année 2025 : (T1 : 118,5). Ce trimestre est appelé « T0 ».

Modalités de révision des prix : Les prix indiqués dans le BPU sont révisables annuellement sur demande du Titulaire selon la formule suivante :

$$P = P0 \times (T/T0)$$

Dans laquelle :

- **P** est le prix HT révisé,
- **P0** est le prix HT initial qui figure dans le BPU,
- **T0** = Valeur de l'indice des salaires mensuels de base - Autres activités de services (NAF rév. 2, niveau A38 SZ) - Base 100 au T2 2017– Identifiant 010562686 paru à la date d'établissement des conditions économiques du trimestre T0 à savoir, sur la base des conditions économiques du premier trimestre de l'année 2025 : (118,5).
- **T** = Valeur du dernier indice définitif connu à la date de révision du marché de la série d'indice des salaires mensuels de base - Autres activités de services (NAF rév. 2, niveau A38 SZ) - Base 100 au T2 2017– Identifiant 010562686.

Les prix pourront être révisés à la hausse ou à la baisse.

Le Titulaire est responsable du calcul de la révision des prix. Il s'engage, sous peine de forclusion, à communiquer à l'Organisme ses nouveaux tarifs, en appliquant la formule de variation indiquée ci-dessus, au plus tard un mois après la date anniversaire du présent marché, soit au plus tard le 22 décembre de chaque année.

Le Titulaire doit, lors de sa demande de paiement, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations nécessaires au contrôle dudit calcul, notamment la valeur des indices.

Par ailleurs, le Titulaire enverra le nouveau tarif des prix révisés par courriel aux adresses électroniques suivantes :

sagi.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr
anne.daver@assurance-maladie.fr

À défaut de réception de la demande dans les délais prévus, les prix de la période précédente s'appliqueront jusqu'à la date de la prochaine révision.

Les nouveaux prix prendront effet à la date d'anniversaire de façon rétroactive.

8-5 Modalité d'application de la remise :

Le candidat devra préciser le pourcentage de remises appliquées par rapport à chaque montant TTC de commande, lequel sera mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas d'absence d'application de remise prévue dans l'acte d'engagement sur les commandes qui y sont éligibles, le prestataire encourt des pénalités conformément à l'article 10 du CCAP.

8-5 Clause de sauvegarde :

Lorsque l'application de la formule de révision des prix conduit à augmenter de plus de 5 % par an les prix initiaux du marché soumis à la révision, l'acheteur se réserve la possibilité :

- D'appliquer une augmentation des prix limitée à 5 % par an,
- De refuser l'application des nouveaux prix et de résilier le marché pour ce motif sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé,

9. PAIEMENT, ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURATION

9-1 Modalité de règlement :

Le règlement interviendra à échoir et sur présentation d'une facture conforme aux prestations réellement exécutées.

Le mode de règlement choisi par l'Organisme est le virement bancaire sur le compte du Titulaire.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique,
- Le numéro RCS, SIRET et TVA intracommunautaire,
- Les dates de réalisation des prestations,
- Le numéro du contrat,
- Les nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées,
- Le taux de TVA applicable,
- La désignation de l'acheteur et son SIRET,
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique, dans les conditions prévues par les Articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous format dématérialisé. Toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par la suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM des Yvelines informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner le champ suivant dans l'outil :

- Le numéro de SIRET qui identifiera la CPAM des Yvelines en tant que destinataire de la facture : 323532267 00057

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Les retenues dont le Titulaire serait redevable, au titre des pénalités prévues à l'article 10 du présent document, seront déduites du montant TTC de ses factures.

9-2 Délais de paiement :

En application de l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

9-3 Intérêts moratoires :

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

- **IM** : Montant des intérêts moratoires
- **M** : Montant TTC de la demande de paiement
- **Taux IM** : Taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- **J** : Nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- **F** : Forfait de 40 € de frais de recouvrement

9-4 Les offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au marché ou dans le catalogue des prix du titulaire peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au marché.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au marché. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

10. LES PÉNALITÉS

Le Titulaire du marché a une **obligation de résultat. Seules les prestations réellement effectuées donnent droit à paiement.**

L'ensemble des pénalités prévues à l'Article 10 du présent CCAP déroge à l'Article 14 du CCAG / FSC.

Ces sanctions seront appliquées sans nécessité de mise en demeure préalable à l'égard du Titulaire pendant toute la durée du marché.

Les pénalités peuvent être cumulées et sont retenues sur les sommes dues au titulaire pour l'exécution de la prestation en cause ou future.

Les pénalités seront déduites des factures que présentera le Titulaire ou remboursées par virement bancaire.

Les pénalités financières sont présentées dans le tableau ci-dessous :

MOTIF	MONTANT
Non-respect des dispositions prévues dans le marché	50 € par jour ouvré de retard ou par constat
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai de livraison et/ou de l'exécution de la prestation	En cas de dépassement du délai de livraison et/ou de l'exécution de la commande prévu au marché le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 10% du montant HT de la commande par tranche de 15 minutes de retard sur l'heure précisée au bon de commande.
Autre pénalité : Pénalité pour non-conformité quantitative et qualitative	En cas de non-respect des quantités et qualités des prestations, une pénalité forfaitaire de 15 % HT du montant de la prestation sera appliquée. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire du ou des manquements constatés de cette non-conformité par tout moyen permettant de donner une date certaine de réception.
Pénalité pour défaut de livraison	En cas de défaut de livraison (livraison non effectuée), le titulaire devra rembourser la totalité de la commande à l'Organisme en ajoutant une pénalité forfaitaire de 10 % HT du montant de la prestation. Cette pénalité sera appliquée par déduction sur les commandes suivantes en concertation avec le titulaire.
Retard d'enlèvement	En cas de retard dans le délai d'enlèvement mentionné à l'article 4.1 du CCTP, une pénalité forfaitaire de 10% HT du montant de la commande sera appliquée par heure de retard.
Non envoi des bilans, de suivi et statistiques	En cas de non envoi du bilan annuel permettant un suivi des prestations, une pénalité forfaitaire 100 euros HT par jour de retard sera appliquée.

Pénalités pour défaut de la posture et/ou la tenue du personnel	En cas de défaut de la posture et/ou de la tenue du personnel, une pénalité forfaitaire de 50 euros HT sera infligée par constat.
Pénalités pour défaut de personnel (manque de personnel)	En cas de défaut de défaut de personnel, une pénalité forfaitaire de 100 euros sera appliquée.
Non-respect de la réglementation et des spécifications techniques en matière d'environnement	Le non-respect des prescriptions législatives et réglementaires et des spécifications techniques du marché à caractère environnemental par le titulaire peut donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de 300 euros HT par prestation.
Absence de remise	En l'absence de remise applicable sur les commandes concernées, le titulaire devra rembourser la remise qui aurait dû être accordée à l'Organisme, en plus qu'une pénalité de 100 euros par constat.
Sous-traitant non déclaré	1.000 € par infraction constatée
L'absence de réponse du titulaire après une période d'une semaine	20 € par jour ouvré de retard après avertissement préalable par courriel
Absence à la réunion prévue à l'Article 10 du CCTP	500 € par absence

La CPAM des Yvelines rappelle que les pénalités visent principalement à dissuader les comportements négligents et à favoriser la bonne exécution des prestations objet du présent marché. L'utilisation de ces pénalités ne sera pas systématique et sera envisagée en dernier recours, après avoir tenté de résoudre les différends à l'amiable.

L'intention de l'Organisme est de privilégier la collaboration et le dialogue, en visant à maintenir une relation de confiance et de bonne foi avec le Titulaire. Ainsi, l'application de ces pénalités ne devra pas être perçue comme un objectif en soi, mais plutôt comme un outil de dernier ressort pour garantir les engagements pris par le Titulaire.

11.SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>), remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Une sous-traitance non déclarée est passible de sanctions financières en vertu de l'article 12 du CCAP.

12.DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Toutes les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix libellé en Euro restera inchangé en cas de variation de change.

L'ensemble des prix proposés dans le BPU sont en Euro.

13.ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif. Les coordonnées des représentants du Titulaire et de l'Organisme seront notés dans l'acte d'engagement.

De plus, les parties s'engagent à actualiser leurs coordonnées et à en informer l'autre partie dans les plus brefs délais.

L'absence de réponse du titulaire pendant une période de deux semaines, malgré de multiples relances par courriel, téléphone ou courrier recommandé, peut entraîner des pénalités conformément à l'article 10 du CCAP.

14.LEGISLATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire ne peut exécuter le marché s'il n'a pas produit les documents suivants :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et au paiement des cotisations et contributions de Sécurité Sociale prévue à l'Article L. 243-15, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.
- Une attestation délivrée par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales,
- Une attestation sur l'honneur arguant de la réalisation du travail par des salariés régulièrement employés au regard des Articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail,
- Une attestation d'assurance en matière de responsabilité civile valable du 01/01/2024 au 31/12/2024, puis une seconde attestation d'assurance en responsabilité civile valable du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Le Titulaire devra fournir tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents précités.

Le Titulaire s'engage également à remettre, en début de chaque année, une attestation d'assurance en cours de validité.

15.RÉSILIATION

Outre les cas prévus aux Articles 38 à 45 du C.C.A.G / F.C.S, le marché pourra être résilié par lettre recommandée avec accusé de réception dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des renseignements demandés lors de la remise des candidatures et des offres,
- En cas d'inexécution de ses obligations par le Titulaire, dans les conditions prévues dans le CCTP.
- En cas de non-respect des dispositions de l'Article D8222-5 du Code du Travail qui fait obligation de produire tous les six mois, pendant la durée d'exécution du marché.

Une mise en demeure préalable à la résiliation du marché rappelant au titulaire ses obligations en la matière lui sera adressée.

Outre les cas de résiliation mentionnées ci-dessus, l'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général fondé sur une réorganisation de service, une évolution de fonctionnement, des techniques, des besoins ou de politique de l'établissement, notamment lorsque le pouvoir adjudicateur a l'obligation d'intégrer un marché mutualisé (national ou régional) portant sur l'objet du présent marché.

Dans ce cas, par dérogation à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et services, cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire sauf si ce dernier apporte les justifications utiles et nécessaires des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'exécution du marché jusqu'à son terme qui n'aurait pas été prise en compte dans le décompte de résiliation.

16. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au marché, après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du marché et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le marché passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce marché de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent marché est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

17. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour tout litige résultant du présent marché, les deux parties font attribution de juridiction.

Pour tout référé ou litige contentieux résultant du présent accord-cadre, les deux parties font attribution de juridiction au Tribunal Judiciaire de Versailles, sis à l'adresse suivante :

Tribunal Judiciaire de Versailles
5, Place André Mignot
78011 Versailles Cedex
Téléphone : 01 39 07 39 07
Courriel : tj1-versailles@justice.fr

Voici les dispositions du CCAG applicables en cas de litiges :

- **Règlement à l'amiable**
Les dispositions de l'article 46.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Mémoire en réclamation**
Les dispositions de l'article 46.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Délai de notification de la décision**
Les dispositions de l'article 46.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage**
Les dispositions de l'article 46.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Délai de réclamation**

Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

18.DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 8 du présent C.C.A.P. déroge à l'Article 10 du C.C.A.G / F.C.S concernant les modalités de la révision des prix.

L'article 10 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 14 du C.C.A.G / F.C.S concernant l'application des pénalités de retard.

L'article 15 du présent C.C.A.P. déroge à l'Article 42 du C.C.A.G / F.C.S concernant l'indemnisation suite à une résiliation pour motif d'intérêt général.

FAIT EN UN SEUL ORIGINAL. A VERSAILLES, LE

Mention manuscrite "Lu et Approuvé"

Signature et Cachet

ANNEXE 1 DU CCAP
LIVRET DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

Pièce annexée intitulée « Livret de sécurité de l'information »

ANNEXE 2 DU CCAP
CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Pièce annexée intitulée « Contrat de protection des données personnelles »